

chaque année, au lieu de 38 millions qui suffisaient aux besoins du pays, il y a quelques années, "Est-ce que l'honorable député ne comprend pas cela ?" répondit-il. — "Pas suffisamment", répliquai-je. Alors il m'informa qu'il travaillait à l'approfondissement du Saint-Laurent, à l'aménagement des ports des grands lacs et à l'amélioration des canaux. Mais, M. l'Orateur, quel gouvernement n'a pas consacré, depuis 1867, plusieurs millions à l'exécution de pareils travaux ? Je suis étonné de voir les membres de la droite s'amuser à fendre des cheveux en quatre, sous prétexte d'établir que les impôts ont ou n'ont pas augmenté. Certains d'entre eux ont très habilement jonglé avec les chiffres dans le but de prouver que la somme de 57 millions de dollars est moindre que celle de 38 millions de dollars.

Le recensement ayant eu lieu, nous connaissons quelle est la population du Canada. Naturellement, le parti ministériel n'est pas satisfait du résultat de sa comptabilité, et il s'en prend aux événements qui se sont produits il y a une dizaine d'années. Hier, le ministre de l'Agriculture nous a fait un exposé dont l'honorable député de Bothwell (M. Clancy) a fait ressortir aujourd'hui toute la signification. Venant de la même province que le ministre l'Agriculture, je dois reconnaître qu'il représente jusqu'à un certain point mes intérêts ; mais après avoir entendu le député de Bothwell expliquer les méthodes du ministre ; j'ai eu honte de mon représentant. Cependant, que l'honorable ministre ne puisse comprendre comment il se fait qu'une famille augmente si vite, c'est chose que je suis bien prêt à lui pardonner, vu son peu d'expérience en la matière.

M. l'Orateur, le ministre des Douanes (M. Paterson) a demandé avec beaucoup d'éloquence aux membres de la droite de l'appuyer. J'ai été frappé du ton qu'il prenait — ce n'était pas un ton peu élevé — pour les prier d'attendre et de lui accorder encore un an de délai. Il aura le vote de tous les libéraux, y compris l'honorable député de Russell lui-même. Quoique libre-échangiste bien avéré, ce dernier sera satisfait de la preuve en quelque sorte indiscutable que les lacunes dont on avait à se plaindre ont été comblées par la grande voix du ministre.

S'il fallait d'autres preuves de la division qui règne dans les rangs de la droite, nous les trouverions dans le discours du député de Gaspé (M. Lemieux), et dans son explication de la défaite de Laval. Il a dit qu'il y avait là trois candidats libéraux. Les libéraux sont divisés, non seulement dans Laval, mais aussi dans cette Chambre. Il y a trois ans, j'ai déclaré publiquement qu'ils ne nous feraient plus guère d'autre proposition que celle de les laisser au pouvoir. C'est cela, il ne modifieront leur politique que s'ils y sont forcés ; je ne crois pas qu'elle s'élève jamais à la hauteur, comme celle qui fut inaugurée en 1878, à la hauteur des besoins croissants du Canada et des grands

devoirs que comporte le développement de ces richesses considérables. Pour cette raison, j'appuierai l'amendement du chef de l'opposition, qui dit que la politique du gouvernement n'est pas satisfaisante. Nous voulons que le Canada continue à être le marché des Canadiens et qu'il soit mis à même de profiter des autres marchés du monde, au lieu de toujours servir à l'écoulement à vil prix des marchandises étrangères. Nous voulons de plus que la question des transports ne se limite pas à l'amélioration des voies de communication ; cela ne peut nous suffire. Je ne dirai pas que le gouvernement manque de sincérité en nous faisant certaines propositions particulières au sujet des transports, mais il me semble qu'il n'a pas très bien saisi la portée de cette question.

Il faut nous mettre en état de transporter les céréales de l'ouest, de cette région qui sera un jour habitée par des millions d'hommes et qui est destinée à faire du Canada un pays encore beaucoup plus grand que ses fondateurs ne l'avaient rêvé. Il s'y rend aujourd'hui des milliers de gens, et si, en 1878, le parti conservateur avait raison d'y construire un chemin de fer, bien qu'il n'y eut pas encore une seule âme, nous avons aujourd'hui le devoir d'adopter un plan bien différent de celui que propose le gouvernement pour assurer le transport des récoltes que cette région a produites depuis quatre ans. Si nous négligeons de faire face à la situation au moyen d'une politique hardie qui concernera non seulement le tarif, mais aussi le transport des marchandises, les réclamations de l'ouest seront plus fortes que jamais. Si la poignée de cultivateurs actuellement établis dans cette partie-là du pays n'a pas trouvé le Pacifique Canadien en état de répondre à ses besoins, qu'arrivera-t-il lorsqu'il y aura là des centaines de mille cultivateurs de plus ? On m'objectera peut-être que, à part le chemin de fer Canadien du Pacifique, il y a le chemin de fer Canadien du Nord ; mais quand même il y aurait deux réseaux comme celui-là, ce serait encore insuffisant. Et puis, comment se prépare-t-on à transporter par les voies fluviales du Canada depuis Fort-William ? Et où sont nos steamers rapides qui les rendront de Montréal ou de Québec jusqu'en Europe assez tôt pour permettre aux producteurs d'obtenir un prix aussi élevé que ceux des Etats-Unis ?

Si nous voulons attirer dans l'ouest du Canada l'immigration des états de l'ouest américain, comme nous nous vantons déjà de le faire, il faut que nous accordions à ces gens qui viendront coloniser notre pays, des avantages au moins égaux à ceux auxquels ils auront renoncé ; sinon, il vaudrait mieux que nous n'eussions pas la moitié des immigrants que nous nous vantons d'avoir aujourd'hui. Au gouvernement de voir à tout cela.

J'ai la plus grande confiance dans l'avenir de cette partie du pays ; j'y ai fait